

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 05632

Numéro SIREN : 339 379 984

Nom ou dénomination : SAUR

Ce dépôt a été enregistré le 12/09/2019 sous le numéro de dépôt 39606

KPMG Audit

ERNST & YOUNG Audit

Saur

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

KPMG Audit
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 5.497.100
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Saur

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Saur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions collectives des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Saur relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Immobilisations corporelles » de l'annexe des comptes annuels relative au changement de méthode de comptabilisation de la télérelève à compter du 1^{er} janvier 2018.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ▶ Les titres de participation figurant à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les modalités présentées dans l'annexe aux états financiers au paragraphe « Immobilisations financières ».
- ▶ Une provision est constituée au passif du bilan de votre société (M€ 108,9 au 31 décembre 2018) selon les modalités présentées dans le paragraphe « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels. Elle s'inscrit dans le cadre de la gestion déléguée de services publics et de l'obligation de renouveler les installations de distribution d'eau et d'assainissement afin de les maintenir en l'état.
- ▶ Le chiffre d'affaires de votre société est constitué notamment par une estimation au titre des volumes d'eau consommés mais non encore facturés en fin d'année, comme indiqué au paragraphe « Ventilation du chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés appellent de notre part l'observation suivante :

Les informations relatives aux délais de paiement présentées dans le rapport de gestion ne comportent pas le nombre de factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture de l'exercice, contrairement à ce que prévoit l'article D. 441-4 du Code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, cette information n'étant pas disponible dans les systèmes d'information actuels de votre société.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 29 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit



Bertrand de Nuce

ERNST & YOUNG Audit



Stéphanie Merle-Mortel

SAUR

**11 Chemin de Bretagne
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX**

Comptes au 31/12/2018

- SOMMAIRE -**BILAN**

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat - Partie 1	6
Compte de résultat - Partie 2	7

REGLES, METHODES ET FAITS SIGNIFICATIFS

Règles et méthodes	9
Faits significatifs	15

INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE RESULTAT

Actif immobilisé	18
Amortissements	19
Provisions et dépréciations	20
Justification reprises provisions	21
Relations avec les entreprises liées	22
Charges à payer et produits à recevoir	23
Charges et produits constatés d'avance	24
Charges à répartir	25
Echéances des créances et dettes	26
Créances et dettes représentées par des effets	27
Impositions différées	28
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	29
Composition du capital social	30
Variation des capitaux propres	31
Ventilation du chiffre d'affaires	32
Note sur chiffre d'affaires	33

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Filiales et participations	35
Effectif moyen	36
Rémunération des organes de direction et des dirigeants	37
Engagements hors bilan	38
Engagements hors bilan (Annexe)	39

BILAN

Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	225 305	193 750	31 555	36 555
Fonds commercial	1 383 669	175 058	1 208 611	1 223 611
Autres immobilisations incorporelles	165 277 660	157 360 843	7 916 817	35 223 141
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	7 190 637	3 379 339	3 811 299	4 235 635
Constructions	38 045 751	32 210 292	5 835 459	6 893 199
Installations techniques, matériel, outillage	120 201 596	91 187 924	29 013 671	24 182 650
Autres immobilisations corporelles	228 663 258	154 198 757	74 464 501	56 988 226
Immobilisations en cours	41 496 206		41 496 206	32 265 054
Avances et acomptes	2 632		2 632	67 142
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	547 699 680	300 622 311	247 077 369	195 771 686
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	636 830	92 028	544 802	200 465
Prêts	10 541 395		10 541 395	9 670 545
Autres immobilisations financières	1 396 198		1 396 198	1 529 152
ACTIF IMMOBILISE	1 162 760 816	739 420 301	423 340 515	368 287 061
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	17 563 654		17 563 654	13 936 171
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 919 870		1 919 870	2 595 087
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	867 324 302	34 168 750	833 155 552	813 474 257
Autres créances	223 816 750	18 231	223 798 518	268 490 365
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	16 401 575		16 401 575	218 788 184
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	36 478 658		36 478 658	40 057 474
ACTIF CIRCULANT	1 163 504 807	34 186 981	1 129 317 826	1 357 341 539
Frais d'émission d'emprunts à étaler				6 462 045
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	2 326 265 624	773 607 283	1 552 658 341	1 732 090 645

Bilan Passif

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 101 529 000)	101 529 000	101 529 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 152 900	10 152 900
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	-90 050 660	
Report à nouveau	89 834 896	68 058 666
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	40 787 957	52 116 749
Subventions d'investissement	1 225 420	1 331 558
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	153 479 513	233 188 872
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	27 527 613	36 699 258
Provisions pour charges	155 034 877	157 883 500
PROVISIONS	182 562 491	194 582 758
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 998 784	132 410 082
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	288 141 827	259 731 794
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	182 895 144	175 178 666
Dettes fiscales et sociales	183 572 388	171 102 200
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 125 312	17 061 591
Autres dettes	518 795 747	532 061 351
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	17 087 135	16 773 331
DETTES	1 216 616 338	1 304 319 014
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 552 658 341	1 732 090 645

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat - Partie 1

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises	152		152	
Production vendue de biens	913 475 715		913 475 715	927 827 979
Production vendue de services	490 463 716		490 463 716	483 061 023
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 403 939 583		1 403 939 583	1 410 889 002
Production stockée				
Production immobilisée			32 778 468	31 806 287
Subventions d'exploitation			164 026	36 404
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			62 688 361	45 735 862
Autres produits			7 637 007	6 731 135
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 507 207 446	1 495 198 690
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			170	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			13 649 072	12 807 924
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-3 618 722	-595 447
Autres achats et charges externes			1 016 791 148	1 029 953 205
Impôts, taxes et versements assimilés			23 636 597	23 734 624
Salaires et traitements			194 557 808	190 001 800
Charges sociales			87 004 345	84 135 638
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			35 604 175	36 113 336
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			22 868 570	20 061 165
Dotations aux provisions			12 988 681	10 432 277
Autres charges			12 677 842	10 462 265
CHARGES D'EXPLOITATION			1 416 159 687	1 417 106 785
RESULTAT D'EXPLOITATION			91 047 759	78 091 905
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			4 633 225	8 262 397
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			9 899 481	7 130 820
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			148 551	138 418
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			16 263 500	7 196 309
Différences positives de change			22 576	46 984
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			26 334 107	14 512 531
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			12 475 486	9 663 894
Intérêts et charges assimilées			4 626 959	10 870 666
Différences négatives de change			20 376	21 335
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			17 122 821	20 555 895
RESULTAT FINANCIER			9 211 286	-6 043 365
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			104 892 270	80 310 937

Compte de résultat - Partie 2

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 640 973	192 460 096
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 828 374	312 620
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 469 347	192 772 716
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 059 911	16 386 100
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 408 676	173 422 753
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	28 265 986	5 349 461
CHARGES EXCEPTIONNELLES	49 734 574	195 158 314
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-45 265 226	-2 385 598
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	10 729 145	10 894 077
Impôts sur les bénéfices	8 109 941	14 914 513
TOTAL DES PRODUITS	1 542 644 125	1 710 746 333
TOTAL DES CHARGES	1 501 856 168	1 658 629 584
BENEFICE OU PERTE	40 787 957	52 116 749

**REGLES, METHODES ET
FAITS SIGNIFICATIFS**

PRINCIPES, REGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRINCIPES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 mis à jour par le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Immobilisations Incorporelles

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement ainsi que les frais de recherche et de développement sont pris en charge à 100 % dans l'exercice.

Les logiciels de bureautique acquis à des tiers, dont la valeur d'achat est supérieure à 500 € sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 1 an prorata temporis. Les autres logiciels et développements informatiques sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 7 ans.

Les fonds commerciaux liés à des contrats représentatifs d'avantages économiques futurs et pouvant être évalués de manière fiable sont inscrits en Fonds de Commerce et amortis de façon linéaire sur la durée du contrat auquel ils sont attachés.

Les immobilisations à durée de vie illimitée font l'objet de test de valeur à chaque clôture.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes déductibles. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont portés directement en charges dans l'exercice.

Durée de vie :

Constructions	20 ans
Agencements	10 ans
Compteurs	10 ans
Outillage d'exploitation	4 ans
Matériel de transport	4 à 6 ans
Véhicules spécialisés	5 ans
Micro-informatique	3 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Changement de méthode de comptabilisation de la télérelève à compter du 01/01/2018

Les dépenses liées à la mise en place de la Télé Relève dans le cadre des contrats d'exploitation ont été reclassées d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles.

Le reclassement s'élève à 42,3 M€ en valeur d'origine et à 25 M€ en amortissements ; soit un reclassement net de 17,3 M€.

Production immobilisée

L'évaluation de la production immobilisée comprend :

- > Les dépenses directes :
 - achats (y compris matériaux approvisionnés sur le chantier)
 - frais de personnel (charges incluses)
 - impôts et taxes
 - services extérieurs directement liés à la production
- > Les prestations internes directement liées à la production.
- > Les charges à payer (factures non parvenues, etc....) et/ou charges constatées d'avance.
- > Les dépenses de travaux et prestations exécutées par des tiers compte-tenu des régularisations portées aux comptes de charges à payer (factures non parvenues, etc...) ou charges constatées d'avance.
- > Une quote-part des frais généraux et amortissements de l'exercice (à l'exception des amortissements dérogatoires).

NOTA : Tous ces éléments sont valorisés HT.

Amortissements

Les amortissements pratiqués à hauteur de l'amortissement linéaire correspondant, compte-tenu de l'activité de l'entreprise, à des amortissements économiquement justifiés.

Amortissements Exceptionnels

Des amortissements exceptionnels, issus de textes fiscaux, sont pratiqués et traités comme tels.

Immobilisations Financières

Les titres de participations et autres titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations déterminées à partir de la situation nette des sociétés concernées, éventuellement rectifiées pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés et de leurs perspectives de plus-value, d'activité et de développement. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation des titres, celle-ci est constatée en résultat.

En outre, des dépréciations des comptes courants, et/ou des provisions pour risques sont constituées en cas d'existence de situations nettes négatives.

Provisions réglementées

Ces provisions sont évaluées conformément aux textes en vigueur.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont comptabilisées à leur encaissement et sont reprises en résultat exceptionnel au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes.

Les subventions ayant pour contrepartie des immobilisations non amortissables (ex : terrains) sont amorties linéairement sur 10 ans.

Provisions pour Risques et Charges

Ces provisions sont constituées en fonction de la charge ou du risque à prévoir, résultant d'événements en cours à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de provisions :

- Provision pour renouvellement
- Provision pour fin de chantier, fin d'affaire et pertes à terminaison
- Provision pour travaux d'entretien différé
- Provision pour litiges
- Provision pour amendes et pénalités
- Provision pour risques complémentaires sur situation nette négative des filiales
- Provision pour amortissements de caducités
- Provision pour avantages au personnel (médailles du travail)
- Autres provisions pour Risques et Charges

Provisions pour Renouvellement

Dans le cadre de la gestion déléguée de services publics, nous sommes amenés à utiliser des installations appartenant aux collectivités locales. Néanmoins, l'entretien, voire le renouvellement de ces équipements peut nous incomber contractuellement en tout ou partie.

L'obligation de renouvellement consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation ou le maintien d'un niveau de productivité donné.

En fin de contrat, tous ces biens doivent être remis à titre gratuit à la collectivité.

Il existe actuellement 3 clauses contractuelles de renouvellement :

1 - Le programme : Le contrat décrit sans équivoque les éléments qui devront avoir été renouvelés, suivant un planning indicatif, avant la fin du contrat.

2 - Le compte : Le contrat prévoit un montant annuel de dépenses à engager sur des ensembles précis de biens, sans obligation de renouveler chacun de ces biens.

En programme et en compte, le contrat prévoit en général la restitution, en fin de contrat, par le délégataire des sommes relatives aux éléments non renouvelés (programme) ou aux sommes non dépensées (compte). Il y a obligation de moyens.

D'un point de vue comptable, l'obligation est linéarisée sur la durée du contrat. A chaque arrêté, les dépenses cumulées engagées sont comparées à cette obligation au stade. Les retards sont provisionnés, et si les dépenses réelles totales n'excèdent pas l'obligation totale, les avances sont reprises en charges constatées d'avance.

3 - La garantie : Le contrat stipule que le délégataire assure à ses risques et périls le remplacement des biens dont le renouvellement est à sa charge sans être déjà prévu en programme ou en compte.

Lorsque l'obligation de renouvellement relève de la garantie, le délégataire dote une provision linéairement sur la durée de vie prévisionnelle du bien, dans la mesure où son renouvellement est prévu avant la fin du contrat. Aucune restitution ne peut être prévue. Il y a une obligation de résultat.

Il est possible sur un contrat de combiner le programme, le compte et la garantie.

Modalités comptables retenues à compter du 1er avril 2008

- le retard pris au cours de l'exercice sur le montant annuel linéaire devant être dépensé, est comptabilisé en " 6051xx - Charges à payer de renouvellement " avec contrepartie au passif en " 4433xx - Dettes aux collectivités - Renouvellement ".

Provisions pour Pertes à Terminaison

Les marchés de travaux signés non encore démarrés ainsi que les chantiers en cours d'exécution, dont la marge brute fin de chantier est négative, font l'objet de provisions pour Perte à Terminaison.

Pour les chantiers en cours d'exécution, cette provision est reprise au fur et à mesure du dégagement de la marge négative au stade.

Provisions pour avantages au personnel

Les avantages au personnel comptabilisés concernent les primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté. La provision correspond aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise, en prenant en compte les gratifications qui risquent d'être versées et un taux d'actualisation.

La société procède également à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite pour l'ensemble de son personnel à la clôture de chaque exercice selon « la méthode des unités de crédit projetées » qui tient compte du statut, de l'âge, de l'ancienneté acquise, de la probabilité de présence à la date de départ en retraite, des salaires et primes majorés d'un coefficient de charges sociales patronales, d'un taux d'inflation, d'un taux de revalorisation des salaires et d'un taux d'actualisation.

Ce traitement se traduit par une information dans les engagements hors bilan de l'annexe.

Dépréciation des éléments d'actif

Ces dépréciations traduisent la constatation, en fin d'exercice, d'une baisse de l'évaluation des éléments d'actif par rapport à la valeur nette comptable.

Leur estimation découle de la valeur d'inventaire déterminée en fonction d'éléments connus à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de dépréciations :

- Dépréciation des immobilisations
- Dépréciation des créances rattachées à des participations
- Dépréciation des stocks
- Dépréciation des créances
- Etc...

Evaluation des stocks

Les stocks sont valorisés frais d'approche inclus au coût moyen pondéré lorsque les matériels stockés ne sont pas identifiables, au coût réel d'entrée en stock lorsqu'il s'agit d'éléments identifiables (appareils dotés d'un numéro de série).

Dettes et Créances en Monnaies Etrangères

Emprunts - Prêts - Factures fournisseurs et clients - Créances et dettes diverses :

L'évaluation de ces dettes et créances est effectuée sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêt.

La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes transitoires figurant au bilan.

La perte latente éventuelle est provisionnée à 100%.

Disponibilités libellées en monnaies étrangères

L'évaluation est faite sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêté.

La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes de résultat (perte ou gain de change).

Travaux d'entreprise

La méthode comptable utilisée pour comptabiliser le chiffre d'affaires et la marge des chantiers de construction est la méthode à l'avancement.

Elle est basée sur un taux d'avancement financier du chantier, c'est à dire sur le rapport entre les coûts des travaux exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution à la fin du chantier.

Transferts de charges

Les comptes 791 – Transferts de charges – sont ventilés en fonction de la nature de la charge transférée. Ces comptes de produits constatent des remboursements de charges de personnel, des sinistres et les transferts en charges exceptionnelles.

Résultat exceptionnel

Il constate les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence ne peuvent être considérés comme faisant partie du résultat d'exploitation de la société.

En 2018, il est principalement constitué des coûts de restructuration relatifs aux plans de réorganisation et de productivité, ainsi que des mesures salariales annoncées au profit des salariés en lien avec le changement d'actionnariat et le refinancement de la dette.

Crédit d'Impôt Recherche

Les comptes présentés font état d'un Crédit d'Impôt Recherche de 835K€ au titre de l'exercice 2017. Dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2017, il avait été comptabilisé un montant global pour des dépenses de recherches et des coûts de développement de 2 782k€.

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

Le CICE calculé sur la base des salaires versés en 2018 est comptabilisé en diminution des comptes de frais de personnel (compte 649 du PCG).

Au titre de 2018, les comptes présentés font état d'un montant de 7,8 M€. Pour mémoire au titre de 2017 le montant s'élevait à 9,1 M€.

Il a contribué à améliorer la compétitivité de la société et lui a permis de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche et développement, de formation et de prospection commerciale sur de nouveaux marchés.

Fiscalité

Notre société est intégrée dans un périmètre d'intégration fiscale dont la société tête de groupe est :

HIME

11, Chemin de Bretagne

92130 ISSY LES MOULINEAUX

Consolidation

Notre société qui fait partie du périmètre de consolidation du Groupe HIME est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de celui-ci.

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du groupe HIME.

Sous réserve de ce qui est dit précédemment, les principes retenues ainsi que les règles appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à ceux connus jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre, des postes du Bilan et du Compte de Résultat.

FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Prise de participation et prise de contrôle

La Société a souscrit à la constitution des sociétés :

- **EAUX DE GARONNE** - Société par Actions Simplifiées Unipersonnelle – à hauteur de 100% du capital de cette société, dont l'objet social est la gestion du service public d'eau potable et d'assainissement de la communauté d'agglomération d'Agen (47).
- **EAUX DE DINAN ASSAINISSEMENT** - Société Anonyme d'économie mixte – à hauteur de 60% du capital de cette société, dont l'objet social est la gestion du service public d'assainissement de l'agglomération de Dinan (22).
- **GRIM'HOLD** – Société par Actions Simplifiées – à hauteur de 100% de cette société, dont l'objet social est l'acquisition de toutes valeurs mobilières en France et à l'étranger.

La Société a acquis les titres de la société :

- **ALLIANCE ENVIRONNEMENT HOLDING** – Société par Actions Simplifiées – à hauteur de 100% du capital de cette société, elle-même détenant trois filiales opérationnelles (ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION, CANONGE ET BIALLEZ, CITEC ASSAINISSEMENT, GALILE détenue à 33%) qui interviennent dans les services de l'eau et l'assainissement et dans les solutions de valorisation de produits organiques.

La Société, associé unique de **STEREAU**, a pris la décision :

- D'augmenter le capital de sa filiale par émission de 2 221 084 actions pour un montant de 34 M€ puis,
- De procéder à la réduction de son capital par annulation de 2 221 084 actions,
- De ramener ainsi le capital de sa filiale à un montant de 5 000 000€ divisé en 326 630 actions.

La Société a procédé à la dissolution par Transfert Universel de Patrimoine de ses filiales suivantes dont elle détenait 100% des titres et qui n'avait plus aucune activité :

- **CISE TP REUNION**, en date du 12 mars 2018
- **LOISIR DEVELOPPEMENT SERVICE**, en date du 26 mars 2018

La Société a cédé la totalité des titres qu'elle détenait sur la **SEML DU ZOO DE BORDEAUX PESSAC** en date du 6 décembre 2018.

Refinancement de la dette

Le 30 novembre 2018, le fonds d'investissement EQT Infrastructure a conclu l'acquisition de HIME, société holding détenant SAUR. Ce changement d'actionnaire s'est accompagné d'un refinancement de la dette du Groupe : l'ancienne dette de refinancement de 2013 qui était à échéance au 27 septembre 2019 a entièrement été remboursé le 30 novembre 2018.

Ainsi la Société a entièrement :

- Remboursé le Crédit Prioritaire d'un montant de 100 M€,
- Remboursé la dette NEW MONEY CAPEX qui s'élevait à 27,7 M€,
- Annulé son ancienne ligne NEW MONEY RCF qui était disponible à hauteur de 70 M€ à cette date, montant entièrement non utilisé au cours de l'exercice 2018.

La Société dispose à présent de nouvelles capacités de tirage au travers :

- D'une ligne facilité CAPEX de 160 M€ pour financer des acquisitions et des investissements
- D'une ligne de Crédit Renouvelable d'un montant de 100 M€ permettant notamment de financer les besoins ponctuels liés à la saisonnalité du besoin en fonds de roulement.

Ces deux nouvelles lignes sont entièrement non utilisées au 31 décembre 2018.

Evènement post clôture

Aucun évènement post-clôture pouvant avoir une incidence significative sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2018 n'est à signaler.

**INFORMATIONS SUR LE
BILAN ET LE RESULTAT**

Actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	213 162 531		2 049 789
Terrains	7 379 415		24 868
Dont composants			
Constructions sur sol propre	19 249 422		36 257
Constructions sur sol d'autrui	2 087 449		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	19 959 563		182 661
Install. techniques, matériel et outillage ind.	115 283 578		11 763 027
Installations générales, agenc., aménag.	107 563 854		8 964 572
Matériel de transport	46 359 439		901 557
Matériel de bureau, informatique, mobilier	38 362 681		1 354 676
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	32 265 054		17 869 547
Avances et acomptes	67 142		29 919
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	388 577 597		41 127 083
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	492 316 997		56 047 663
Autres titres immobilisés	292 493		344 337
Prêts et autres immobilisations financières	11 199 697		1 039 035
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	503 809 187		57 431 035
TOTAL GENERAL	1 105 549 315		100 607 907

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	39 342 775	8 982 910	166 886 634	
Terrains		213 646	7 190 637	
Constructions sur sol propre		997 058	18 288 621	
Constructions sur sol d'autrui		25 081	2 062 367	
Constructions, installations générales, agenc.	-38 910	2 486 372	17 694 763	
Installations techn., matériel et outillages ind.	-407 211	7 252 221	120 201 596	
Installations générales, agencements divers	-45 186 233	15 180 794	146 533 864	
Matériel de transport	-1 818 087	4 545 012	44 534 071	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-530 729	2 652 764	37 595 322	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	8 638 395		41 496 206	
Avances et acomptes		94 428	2 632	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-39 342 775	33 447 376	435 600 079	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		664 980	547 699 680	
Autres titres immobilisés			636 830	
Prêts et autres immobilisations financières		301 139	11 937 594	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		966 119	560 274 104	
TOTAL GENERAL		43 396 405	1 162 760 816	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	176 679 224	-13 823 550	8 726 023	154 129 651
Terrains	3 143 780	256 514	20 955	3 379 339
Constructions sur sol propre	17 677 874	283 694	980 061	16 981 506
Constructions sur sol d'autrui	1 627 650	95 168	24 599	1 698 219
Constructions installations générales, agenc., aménag.	15 097 711	916 367	2 483 513	13 530 566
Installations techniques, matériel et outillage industriels	91 100 928	6 684 052	6 597 056	91 187 924
Installations générales, agenc. et aménag. divers	58 097 826	37 920 326	15 100 052	80 918 100
Matériel de transport	42 954 695	1 409 930	4 544 787	39 819 839
Matériel de bureau et informatique, mobilier	34 245 226	1 861 662	2 646 071	33 460 818
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	263 945 691	49 427 714	32 397 093	280 976 312
TOTAL GENERAL	440 624 914	35 604 164	41 123 116	435 105 962

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
 Construct.
 - sol propre
 - sol autrui
 - installations
 Install. Tech.
 Install. Gén.
 Mat. Transp.
 Mat bureau
 Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre				
TOTAL				

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	6 462 045		6 462 045	
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	5 364 823	3 159 731	2 267 856	6 256 698
Provisions pour garanties données aux clients	312 443	230 135	82 151	460 427
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	9 155 091		577 336	8 577 755
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations	129 089 826	5 074 261	25 241 468	108 922 619
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	10 893 907	3 174 061	3 113 069	10 954 898
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	39 766 669	23 156 197	15 532 773	47 390 093
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	194 582 758	34 794 385	46 814 653	182 562 491
Dépréciations immobilisations incorporelles		3 600 000		3 600 000
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	296 545 311	8 637 000	4 560 000	300 622 311
Dépréciations autres immobilis. financières	92 028			92 028
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	29 503 935	22 876 789	18 211 975	34 168 750
Autres dépréciations	18 231			18 231
DEPRECIATIONS	326 159 505	35 113 789	22 771 975	338 501 320
TOTAL GENERAL	520 742 264	69 908 174	69 586 627	521 063 811
Dotations et reprises d'exploitation		35 903 202	51 494 753	
Dotations et reprises financières		8 866 816	16 263 500	
Dotations et reprises exceptionnelles		25 138 157	1 828 374	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

JUSTIFICATION DE L'UTILISATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

RUBRIQUES	Reprise Exploitation	Reprise Financière	Reprise Exceptionnel	TOTAL REPRISES	Utilisation de la provision	Provision devenue sans objet	TOTAL UTILISATIONS
Provisions autres litiges	946 520			946 520	141 298	805 222	946 520
Provisions litiges avec le personnel	90 590			90 590	40 000	50 590	90 590
Provisions franchises accidents	1 230 746			1 230 746	305 899	924 847	1 230 746
Provisions pour litiges	2 267 856	0	0	2 267 856	487 197	1 780 659	2 267 856
Provisions pour garanties	82 151			82 151	82 151		82 151
Provisions pour avantage au personnel durant l'emploi	577 336			577 336	577 336		577 336
Provision pour renouvellement MEM garantie	25 241 468			25 241 468	6 074 261	19 167 207	25 241 468
Provisions pour entretiens différés	3 113 069			3 113 069	3 102 104	10 965	3 113 069
151600 - Provisions risques filiales NC		11 703 500		11 703 500	633 500	11 070 000	11 703 500
158000 - Autres provisions pour charges NC	851 562		1 828 374	2 679 936	2 557 552	122 384	2 679 936
151800 - Autres provisions pour risques NC	849 337			849 337	144 629	704 708	849 337
158002 - Provisions charges de fin de chantier Ct	300 000			300 000	57 000	243 000	300 000
Autres provisions pour risques et charges	2 000 899	11 703 500	1 828 374	15 532 773	3 392 681	12 140 092	15 532 773
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	33 282 779	11 703 500	1 828 374	46 814 653	13 715 730	33 098 923	46 814 653
Dépréciation titres de participations		4 560 000		4 560 000	60 000	4 500 000	4 560 000
Dépréciation comptes clients	18 211 975			18 211 975	18 211 975		18 211 975
DEPRECIATIONS	18 211 975	4 560 000	0	22 771 975	18 271 975	4 500 000	22 771 975
TOTAL GENERAL	51 494 754	16 263 500	1 828 374	69 586 628	31 987 705	37 598 923	69 586 628

Relations avec les entreprises liées

NATURE	MONTANTS
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	547 699 680
Créances rattachées à des participations	
Prêts	
Autres	
CREANCES	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	23 128 000
Autres créances	148 755 561
Capital souscrit appelé, non versé	
PASSIF	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	8 800 000
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 411 000
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	100 101
Autres dettes	14 155 161
ELEMENTS FINANCIERS	
Produits de participation	9 899 481
Autres produits financiers	132 611
Charges financières	
Dépréciations des immobilisations financières (dotations - reprises)	4 189 000
Autres provisions pour risques financiers (dotations - reprises)	(11 586 084)

Charges à payer et produits à recevoir

CHARGES A PAYER	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT CHARGES A PAYER
DETTES FINANCIERES	8 960 926	160 926
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs et comptes rattachés	182 899 345	127 641 137
Dettes fiscales et sociales	183 570 640	131 346 873
Autres dettes d'exploitation	504 739 798	355 384 031
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 125 312	13 859 512
Dettes fiscales		
Autres dettes diverses	14 055 950	
TOTAL TTC	911 351 971	628 392 479
A déduire : TVA sur factures non parvenues et avoirs à établir		(18 613 311)
TOTAL HT	911 351 971	609 779 167

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT PRODUITS A RECEVOIR
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	259 447 365	
CREANCES D'EXPLOITATION		
Clients et comptes rattachés	833 155 552	665 022 727
Autres créances d'exploitation	77 180 558	29 016 901
CREANCES DIVERSES	146 620 413	127 150
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		
DISPONIBILITES	16 401 575	
TOTAL TTC	1 332 805 463	694 166 779
A déduire : TVA sur CA sur factures à établir et avoirs non parvenus		(41 453 130)
TOTAL HT	1 332 805 463	652 713 648

Charges et produits constatés d'avance

	CHARGES	PRODUITS
Charges ou produits d'exploitation	36 478 658	17 087 135
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	36 478 658	17 087 135

Charges à répartir

NATURE DES CHARGES A REPARTIR	TOTAL	Taux d'amortissement	Amortissements cumulés	NET
Comissions d'arrangements	10 000 000	4.17%	10 000 000	
Honoraires de refinancement	9 783 000	4.17%	9 783 000	
Commissions d'acceptation	1 515 829	6.50%	1 515 829	
TOTAL	21 298 829		21 298 829	

Echéances des créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	10 541 395	12 699	10 528 696
Autres immobilisations financières	1 396 198		1 396 198
Clients douteux ou litigieux	73 800 694	73 800 694	
Autres créances clients	793 523 608	793 523 608	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	599 901	599 901	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	63 815	63 815	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	3 136 618	3 136 618	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	61 472 960	61 472 960	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	8 010 579	8 010 579	
Etat, autres collectivités : créances diverses	4 637 838	4 637 838	
Groupe et associés	142 546 367	142 546 367	
Débiteurs divers	3 348 671	3 348 671	
Charges constatées d'avance	36 478 658	36 478 658	
TOTAL GENERAL	1 139 557 302	1 127 632 408	11 924 894

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	198 784	198 784		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	8 800 000		8 800 000	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	182 895 144	182 895 144		
Personnel et comptes rattachés	54 676 788	54 676 788		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	43 944 500	43 944 500		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	77 699 103	77 699 103		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	7 251 996	7 251 996		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 125 312	17 125 312		
Groupe et associés	12 546 901	12 546 901		
Autres dettes	506 248 846	506 248 846		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	17 087 135	17 087 135		
TOTAL GENERAL	928 474 510	919 674 510	8 800 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	8 800 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	131 470 837			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Créances et dettes représentées par des effets de commerce

POSTES DU BILAN	MONTANTS
- Avances et acomptes versés sur commandes	
- Clients et comptes rattachés	38 325
- Disponibilités	
- Avances et acomptes reçus sur commandes	
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	

Impositions différées

NATURE	Début de l'exercice		Variations		Fin de l'exercice	
	ACTIF (1)	PASSIF (2)	Augmentations	Diminutions	ACTIF (1)	PASSIF (2)
PROVISIONS REGLEMENTEES						
- Amortissements dérogatoires						
- Provisions pour investissement						
CHARGES NON DEDUCTIBLES TEMPORAIREMENT						
- Congés payés						
- Participation des salariés	2 349 196		3 035 974	2 349 196	3 035 974	
- Organics	2 161 689		2 207 426	2 161 689	2 207 426	
- Effort de construction	662 645				662 645	
- Compte Epargne Temps	9 687 971		466 283		10 154 254	
- Autres provisions non déductibles						
- Plus-values de fusion						
TOTAL	14 861 501		5 709 683	4 510 885	16 060 299	

(1) Charge fiscale déjà payée : situation fiscale différée active

(2) Charge future d'impôt : situation fiscale différée passive

Les montants retenus concernent les bases d'imposition. Pour obtenir les impôts correspondants, il convient d'y appliquer les taux d'imposition appropriés.

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

RUBRIQUES	DOTATION	REPRISE	MONTANT
RESULTAT DE L'EXERCICE			40 787 957
Impôts sur les bénéfices			9 264 610
RESULTAT AVANT IMPOT			50 052 567
- Provision pour investissements			
- Provisions sur immobilisations			
- Provisions sur autres actifs			
- Amortissements dérogatoires			
- Provision spéciale de réévaluation			
- Plus-values réinvesties			
- Autres évaluations dérogatoires			
TOTAL			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES AVANT IMPOT			50 052 567

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	4 854 483			
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		233 188 872
Distributions sur résultats antérieurs		30 340 519
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		202 848 354
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	106 139	
Variations des provisions réglementées		
Autres variations	90 050 660	
Résultat de l'exercice		40 787 957
SOLDE		49 368 841
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		153 479 513

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017	%
EAU ET ASSAINISSEMENT	1 210 221 141		1 210 221 141	1 224 672 520	-1,18 %
TRAVAUX	147 710 391		147 710 391	143 573 080	2,88 %
AUTRES PRESTATIONS	46 008 051		46 008 051	42 643 402	7,89 %

TOTAL	1 403 939 583	1 403 939 583	1 410 889 002	-0,49 %
--------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------

Le chiffre d'affaires « Eau et Assainissement » comptabilisé par la société est constitué :

- Par les volumes relevés et facturés au cours de l'exercice
- Par les volumes consommés et relevés au cours de l'exercice mais non facturés
- Par les volumes consommés et estimés entre la date de la dernière relève et la date de clôture.

Ce chiffre d'affaires comprend :

- Les produits du délégataire,
- Les produits et redevances versés à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Agences de l'Eau.

**ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET AUTRES INFORMATIONS**

INFORMATIONS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

INFORMATIONS FINANCIERES FILIALES et PARTICIPATIONS	CAPITAL	QUOTE-PART DE CAPITAL DETENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS ET AVANCES CONSENTIS ET NON REMBOURSES	CAUTIONS ET ET AVALS DONNES PAR LA SOCIETE	CHIFFRES D'AFFAIRES HT DE L'EXERCICE	RESULTAT : BENEFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE DANS L'EXERCICE	OBSERVATIONS
			BRUTE	NETTE						
	(1)		(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	
A - RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS CI-DESSOUS										
1 - Filiales (détail) capital détenu > 50%										
FRANCE										
ACCM ASSAINISSEMENT	100 000	100,00%	100 000	100 000			4 476 265	41 770	455 546	Exercice de 9 mois
ACCM EAU	200 000	100,00%	200 000	200 000			5 539 282	6 507	284 943	
AGGLOPOLE PROVENCE ASSNT	200 000	100,00%	200 000	200 000			7 188 387	329 166		
ALLIANCE ENVIRONNEMENT HOLDING	9 586 549	100,00%	21 500 000	21 500 000			1 218 000	1 519 305		
ASUR ANALYSE MESURES	8 000	100,00%	708 000	708 000			1 658 319	(39 812)	75 520	
BIOVALOR	100 000	100,00%	1 165 678	1 165 678			845 622	96 486	82 600	
BLUE GREEN EUROPEAN HOLDING	20 040 162	100,00%	35 817 877	9 050 877			-	(398 000)		
CBSE	3 506 000	50,00%	1 753 164	1 753 164			4 436 251	657 863	192 050	
CGSP	1 067 140	100,00%	3 763 722	3 763 722			6 969 853	(588 083)		
CIE DES EAUX DE ROYAN	1 792 000	76,36%	21 518 089	12 918 089			41 776 080	2 317 847	1 695 336	
CIE DINARDAISE DES EAUX	15 000	99,80%	15 214	15 214			4 419 989	451 750		
CISE REUNION	152 440	100,00%	12 484 873	5 984 873			30 250 638	(1 891 702)	237 959	
CISE TP	463 712	100,00%	1 741 046	-			86 175 241	878 060		
EAUX DE DINAN ASSAINISSEMENT	320 000	60,00%	192 000	192 000			-	-		
EAUX DE GARONNE	300 000	100,00%	300 000	300 000			-	-		
ECOSTATION	50 000	100,00%	50 000	50 000			13 423 388	1 020 986	700 000	
EVI - SCET	30 510	100,00%	7 961	-			1 698 421	30 472		
FINPEX	973 800	100,00%	1 768 409	1 098 409			-	26 852	111 269	
GEM - Gestion des Eaux de Montauban	100 000	100,00%	100 000	-			4 617 219	(16 117)		
GESAV - Gestion des Eaux de Valenciennes	100 000	100,00%	100 000	100 000			11 795 137	241 125		
GRIM'HOLD	200 000	100,00%	200 000	200 000			-	12 600		
HYDROSERVICE DE L'OUEST	225 000	100,00%	564 125	564 125			5 939 573	170 570	176 400	
IMAGEAU	1 449 272	100,00%	1 054 016	1 054 016			890 467	(119 480)		
MACHEIX	40 000	100,00%	1 618 792	-			2 178 162	(126 411)		
SAINT AFFO	300 000	55,00%	165 000	165 000			1 331 875	87 701		
SATEG	40 000	100,00%	5 000 665	5 000 665			14 575 735	1 578 755	1 172 550	
SAUREA	2 365 000	99,99%	2 364 878	2 364 878			944 000	-		
SAUR INTERNATIONAL	15 000 000	100,00%	333 843 460	124 529 460			382 710	(3 401 877)	3 384 615	
SAUR LOISIRS	8 000	100,00%	8 000	-			-	5 406		
SAUR RELAIS	1 500	99,00%	1 509	1 509	135 787 782		-	3 435 106		
SEBR (Service des eaux des 3 Rivières)	50 000	100,00%	50 000	50 000			10 242 106	1 030 071		
SEBRIE	38 000	65,00%	175 939	175 939			(27 135)	11 367		
SEDUD	1 064 000	50,00%	358 617	358 617			8 078 264	973 072	245 000	
SEPIG	150 000	89,77%	9 797 420	4 500 020			10 041 968	1 365 821	996 688	
SGEF	50 000	51,00%	25 500	25 500			-	(70)		
SMDS	445 580	100,00%	1 847 209	1 847 209			15 243 587	335 086		
SNC LES COLLINES	100	99,00%	95 450	95 450			1 440 278	402 968		
STEREAU	5 000 000	100,00%	73 750 000	34 000 000			44 691 217	(1 372 719)		
SUDEAU	200 000	100,00%	200 000	-			18 715 104	156 414		
TECHNI-VISION	15 245	100,00%	10 000	-			516 442	(100 518)		
TERRE DES 3 FRERES	100 000	100,00%	100 000	100 000			900 220	(96 941)		
ETRANGER										
2 - Participations (détail) 10% < capital < 50%										
FRANCE										
BAYOL	40 000	40,00%	1 944 360	1 944 360			16 368 942	(37 168)	88 410	
ENTENTE ORLEANAISE	169 860	17,58%	39 312	39 312			-	-		
PAU CULTURE	40 000	19,84%	7 561	7 561			-	-		
SEMILOM	480 000	24,17%	110 526	110 526			-	-		
STE DES EAUX DU HAUT BUGEY	50 000	19,90%	9 950	9 950			-	-		
ETRANGER										
EMALSA	28 248 000	33,00%	11 214 749	11 214 749			51 348 000	3 539 000		
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS										
3 - Filiales										
a. filiales françaises			150	150					594	
b. filiales étrangères			1 096	1 096						
4 - Participations										
a. dans sociétés françaises			292 192	162 052	18 231					
b. dans sociétés étrangères										

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	927	
ETAM	4 480	
TOTAL		5 407

Rémunération des organes de direction et des dirigeants

Rubriques	Organes		
	Administration (1)	Direction (2)	Surveillance (3)
- Avances allouées	N E A N T		
- Crédits alloués			
- Rémunérations allouées (4)			

(1) Conseil d'Administration, Gérant majoritaire ou minoritaire, Associés de Société en Nom Collectif, Membres de Société En Participation et Société de fait

(2) Président-Directeur Général

(3) Conseil de Surveillance

(4) La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas indiquée, conformément au décret n° 94-663, car elle conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Engagements hors bilan

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	59 399 298
Engagements en matière de pension	45 483 538
Autres engagements donnés	18 100 000
AUTRES - (Voir annexe page 3x)	
- Dette du groupe	
- Garantie en faveur de SAUR GLASGOW SERVICES	9 900 000
- Garantie en faveur de SAUR ICC	2 200 000
- Contre-garantie bancaire pour le compte de GESTAGUA	6 000 000
TOTAL	122 982 836

ENGAGEMENTS HORS BILAN (Annexe)

Nantissement dans le cadre du refinancement de HIME et SAUR

Dans le cadre du refinancement de la dette du groupe HIME intervenu le 30 novembre 2018, les titres, les créances intragroupes et les comptes bancaires des sociétés Novasaur, Finasaur, Saur, Saur International, Saur Relais et Stereau ont été nantis au profit des prêteurs.

Toutes participations que ces sociétés détiendraient sur une « Société Importante » au sens de la convention de crédit (représentant au moins 5% de l'EBITDA consolidé ou du total des immobilisations corporelles du groupe HIME) sont également nanties.

Instruments financiers de couverture

SAUR est amenée à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur le compte de résultat, des variations de change et des prix des matières premières.

Risque de change

Saur est exposée aux fluctuations des cours de change via ses achats et ses recettes en devises étrangères :

Au 31 décembre 2018, Saur n'a aucune couverture de change existante.

Risque matières premières

Saur est exposée sur sa partie de consommation d'essence aux fluctuations du cours du baril de pétrole. Ces fluctuations sont toutefois prises en compte dans les mécanismes contractuels de révision des prix avec les clients.

Autres engagements

Saur a émis une garantie maison-mère en faveur de Scotia Water Dalmuir Ltd d'un montant équivalent à 9,9 millions d'euros à fin 2018 dans le cadre de la construction, l'exploitation et la maintenance d'une usine de traitement des eaux usées en Ecosse. Elle a été émise pour le compte de Saur Glasgow Services afin de garantir les obligations de cette dernière au titre du contrat d'exploitation et maintenance (échéance 15/06/2026).

Saur a accordé une garantie maison-mère à sa filiale Saur ICC, détenue indirectement par l'intermédiaire de Saur International, afin de garantir les obligations de Saur ICC au titre de son contrat de prestations de service pour la ville de La Mecque Taif signé le 28 août 2010 avec NWC (National Water Company, Arabie Saoudite). Ce contrat étant terminé, l'annulation de la garantie (équivalente à 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2018) devrait intervenir au cours de 2019 une fois la main levée effective de la garantie obtenue.

Saur a également émis une garantie maison-mère de 6 millions d'euros en faveur de Bankia pour contre-garantir la ligne de garantie bancaire que la banque met à disposition de sa filiale espagnole Gestagua pour ses contrats locaux.

SAUR

Société par actions simplifiée au capital de 101.529.000 €
Siège social : 11 chemin de Bretagne, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
339 379 984 - R.C.S. NANTERRE

DECISIONS DES ASSOCIES DU 15 MAI 2019**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018****DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT**

Les associés, après avoir constaté l'existence d'un bénéfice net de 40.787.957,44 €, décident de l'affecter de la façon suivante :

Bénéfice de	40.787.957,44 €
Auquel s'ajoute un report à nouveau créditeur de	89.834.895,59 €
Soit un bénéfice distribuable de	130.622.853,03 €

Distribution d'un dividende de	90.536.107,95 €
--------------------------------	-----------------

Dont un montant de 90.050.659,65 € distribué à titre d'acompte sur dividende conformément à la décision du Président en date du 30/11/2018.

Le solde au report à nouveau, soit	40.086.745,08 €
------------------------------------	-----------------

Le dividende correspondant à chacune des 4 854 483 actions entièrement libérées est de 18,65 €, dont 18,55 € distribués à titre d'acompte sur dividende.

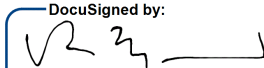
Le dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Conformément aux dispositions légales, les associés prennent acte de ce qu'il a été distribué au titre des trois derniers exercices les dividendes suivants (en euro par action libérée) :

EXERCICES	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
DIVIDENDE (en €) par action	6.25	8.30	1.40

Certifié conforme,

Le Président

DocuSigned by:

40BCDB522E4944D...